

## Ici ou ailleurs : ça ne mène nulle part !



3



En introduction, le SNJ exprime son entière solidarité avec les personnels de France 3 Champagne à Reims, victime de menaces à caractère terroriste qui ont contraint cette antenne à fermer son établissement et à l'évacuer.

Cette atteinte à la liberté d'information est intolérable et même si une cellule psychologique a été mise en place, nous souhaitons que la direction du réseau exprime aussi son soutien dans un communiqué moins laconique que celui qui a été publié hier.

Alors que la présidente de Radio France parle d'une alliance éditoriale avec France 3 pour créer un média global à l'horizon 2024, le directeur du réseau se défend de souhaiter la disparition de la marque emblématique France 3, mais revendique dans les médias un rapprochement éditorial et une volonté commune.

Notre question est donc simple : allez-vous effacer la marque historique « France 3 » d'un trait de plume ?

Pour nous, il y a un réel danger qui se profile dans la droite ligne des éditions ICI, qui se révèlent, comme nous le redoutions, très pathogènes pour l'ensemble des salariés du réseau.

Voici donc qu'après la maison Elkabbach décidée au grand dam des salariés en lieu et place de la maison France Télévisions, voici venir la marque ICI qui balaiera l'identité régionale de France 3. Une identité ancrée historiquement dans le cœur des salariés et des téléspectateurs soucieux d'une information de proximité.

Vous avez ignoré sciemment les interpellations des élus sur le risque d'un accident industriel majeur dans le réseau avec la suppression brutale des éditions nationales avant de reconnaître, jeudi dernier, pour faire suite à une saisine des syndicats, que la nouvelle charge de travail avec ICI est « indéniable ».

Difficile de soutenir le contraire tant les alertes sur la santé se multiplient dans les régions, comme le prévoyait hélas déjà une expertise de 3E Accante, en juin dernier, sur TEMPO.

Vous avez sorti de votre manche un plan d'urgence dirigé en priorité vers les scriptes principalement affectées, premières victimes visibles de ces conditions de travail dégradées.

Mais d'autres salariés sont en souffrance : la charge de travail pour les adjoints et les vidéos a augmenté considérablement.

De plus, les présentateurs(trices) sont au bord de l'épuisement. Et une fois de plus, ce sont les plus petites antennes qui payent les pots cassés de Tempo avec des rédactions à flux tendus.

Bref, le réseau craque de toutes parts et vous continuez de regarder ailleurs, car votre plan d'urgence n'est pas un plan de sauvetage destiné à rassurer des salariés au bord de la crise de nerfs.

Tout cela ressemble à un piètre sparadrap appliqué sur une jambe de bois, car le mal est fait, le poison Tempo est distillé, il produit ses effets pervers en termes de risques psychosociaux et le réseau est devenu malade de ces réformes.

À cet égard, votre carence et votre légèreté concernant la prévention est déjà une faute inexcusable de l'employeur qui doit veiller à la santé et à la sécurité des salariés. D'autant plus devant la multiplicité des alertes sur la santé et quand tous les feux sont au rouge et que malgré tout, on fait comme si de rien n'était.

Plus grave, votre mantra sur la décentralisation et la pseudo-autonomie accordée aux directions régionales est un échec patent, car vous êtes contraint désormais de superviser la ventilation des ETP promis dans le réseau pour répondre à l'urgence.

Nous conservons cependant un mince espoir : obtenir de votre part pour l'an prochain un budget enfin à la hauteur des enjeux et des créations de postes pérennes afin de redresser un réseau à la dérive.

Mais nous n'allons pas nous bercer d'illusions avec de beaux discours qui masquent une cruelle réalité. Nous assistons à une vente de France 3 à la découpe pour satisfaire une tutelle avide de reproduire les vieux schémas d'un audiovisuel public à la botte des décideurs.

Paris, le 18 octobre 2023